

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
19 place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CASCAP EN GIRETTE

En Girette
32600 L'Isle-Jourdain

Références : 2024-0568-DP
Code AIOT : 0006803300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement CASCAP EN GIRETTE implanté En Girette 32600 L'Isle-Jourdain. L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASCAP EN GIRETTE
- En Girette 32600 L'Isle-Jourdain
- Code AIOT : 0006803300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole CASCAP exploite sur son site implanté au lieu-dit "En Girette" une installation de stockage de céréales en silos, de séchage de céréales, de stockage d'engrais à base d'ammonitrates en vrac et de produits Phytopharmaceutiques. L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 juin 1987.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Vérification des installations électriques	AP Complémentaire du 11/03/2010, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 11/03/2010, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etat des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Sans objet
5	Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	Sans objet
6	Eclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	Sans objet
8	Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
9	Equipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
10	Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	Sans objet
11	Désenfumage, existence	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra justifier la mise en œuvre d'actions correctives. Le stockage d'engrais à base d'ammonitrate n'est pas équipé d'un système de détection automatique. En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Gers de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter les dernières vérifications datées du 13/11/2024. Une observation a été formulée à propos du calibrage d'un parafoudre : 2 kV installés au lieu de 1,5 kV préconisé dans l'Étude technique Foudre. L'exploitant déclare que la modification est prévue pour être mise en œuvre au 1 ^{er} trimestre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier auprès de l'inspection des installations classées que la modification du parafoudre est effective.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2010, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter les rapports de vérification électrique datés du 01/06/2024 et réalisés par la société DEKRA : <ul style="list-style-type: none"> Le Q18 présenté conclut que l'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendies ou d'explosions. Le rapport numéro 062895872401R002 concernant les courants vagabonds ne contient pas d'écart. Le rapport de vérification au titre du code du travail comporte 8 observations. L'exploitant a été en mesure de présenter le suivi formalisé des observations, toutes sont notées corrigées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre le prochain rapport de vérification au titre du code du travail attestant de la levée des observations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie internes adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens Comprennent à minima:</p> <p>Des extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) de 6 litres au minimum par 200 m2 de superficie à protéger minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),</p> <p>Des extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,</p> <p>Des extincteurs à poudre (ou équivalent) près des installations de liquides et gaz inflammables,</p> <p>De plus, l'établissement doit pouvoir disposer soit d'un poteau incendie normalisé (NES 61-213) débitant à minima 60 m3/h sous une pression dynamique de 1 bar minimum, situé à moins de 200 m des installations les plus éloignées par des cheminements praticables soit une réserve d'eau étanche de 120 m3 minimum accessible en tout temps aux engins incendie à une distance au plus de 200 m par rapport aux installations les plus éloignées.</p> <p>Ces moyens minimum doivent recueillir l'accord du SDIS.</p> <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>

<p>Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi que la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le plan des installations avec indication : -des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc) susceptibles d'apparaître ; -des moyens de lutte contre l'incendie ; -des dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. -les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; -la procédure d'intervention en cas d'auto échauffement.
<p>Constats :</p> <p>Deux poteaux incendie sont situés à proximité de l'installation, leurs vérifications ont été réalisées par les services municipaux, le mail reçu par l'exploitant le 09/02/2024 de la part des services techniques de la mairie précise que les débits et la pression sont corrects.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le plan de répartition des extincteurs sur le site.</p> <p>La liste globale des extincteurs présents sur les 2 sites a été présentée mais pas la liste de ceux exclusivement présents sur le site de « En Girette ».</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les moyens de défense contre l'incendie ont recueilli l'accord du SDIS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre la liste des extincteurs implantés sur le site « En Girette ».</p> <p>L'exploitant doit justifier que les moyens de défense contre l'incendie ont recueilli l'accord du SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Etat des stocks d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des stocks et situation
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter l'état des stocks d'engrais, au jour de l'inspection, une quantité de 57 t d'engrais à base d'ammonitrates était présente sur le site. Le plan des stockages a été présenté, il se trouve dans le plan d'opération interne de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
Prescription contrôlée : Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5. Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : <ul style="list-style-type: none">- les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...)- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale- le nitrate d'ammonium technique- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le stockage d'engrais est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible. L'engrais est stocké dans une case fermée, aucun matériaux combustible, produit organique, nitrate d'ammonium technique ou matières incompatibles n'est présent à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique
Prescription contrôlée : L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses. Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais. Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage. Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'aucun éclairage artificiel n'est présent dans le bâtiment. Seul un tableau électrique est présent à l'extérieur du bâtiment, pour alimenter l'outil de manutention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence et adaptée au stockage
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les stockages d'engrais ne sont pas équipés d'un système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en place un système de détection automatique et en attester auprès de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Proximité des stockages des moyens eau
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.
Constats : Vu précédemment dans le point de contrôle n°3, l'installation dispose de 2 poteaux incendie conformes à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Equipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment -d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
Constats : Vu précédemment dans le point de contrôle n°3, le plan de répartition des extincteurs a été présenté, 3 sont en place au niveau des cases de stockage d'engrais à base d'ammonitrates.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accessibilité pour l'intervention des SDIS
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.
Constats : Le bâtiment de stockage d'engrais à base d'ammonitrate est accessible pour permettre l'intervention du SDIS. L'avant du bâtiment est recouvert d'un enrobé sur une large zone et les 2 cotés sont accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Désenfumage, existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence d'un désenfumage adaptée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux dangers particuliers de l'installation.</p> <p>Parmi les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre (exutoires), les dispositifs passifs (ouvertures permanentes) sont privilégiés. Pour les dispositifs actifs, ils sont à commande manuelle ou à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à :</p> <p>En cas de présence d'engrais 4702-i : 2 %</p> <p>En cas de présence d'engrais 4702-ii OU 4702-iii : 1 %</p> <p>En cas de présence d'engrais 4702-iv : 1 %</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur sont suffisamment dimensionnés : 4 ouvertures de 1 m² sont réparties sur les 2 pignons et 10 ouvrants de 0,5 m² sont positionnés en toiture. Soit en tout 9 m² (1,5%), pour un bâtiment de ~600 m² au sol. Seuls des engrais caractérisés sous la rubrique 4702-II sont présents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite